

Campagne Un bateau français pour Gaza- Brisons le siège israélien de Gaza !

La situation à Gaza

Aujourd'hui, en janvier 2011, la population de la bande de Gaza aura passé plus de trois années et demi sous blocus, coupée du monde extérieur, dans une prison à ciel ouvert depuis 43 mois.

L'attaque israélienne de décembre 2008 / janvier 2009 a aggravé une situation déjà intolérable. Selon le rapport de la mission des Nations unies menée par le juge Goldstone : « des actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité ont été commis par les forces armées israéliennes ».

1.410 personnes ont été tuées, dont 82% de civils, 5.300 blessés dont certains mutilés ou handicapés à vie, 4.100 logements détruits, 17.000 endommagés. Des établissements hospitaliers ainsi que des installations de l'ONU endommagés ou détruits, des champs dévastés etc.

Aujourd'hui le blocus se poursuit et la reconstruction de la bande de Gaza est toujours interdite. « Sur une liste de 4.000 produits autorisés par Israël (avant le siège imposé en juin 2007) 30 à 40 seulement sont tolérés »¹; les exportations sont quasiment inexistantes ; l'économie est sous asphyxie.

En février 2010, OCHA, agence des Nations Unies pour les questions humanitaires dans les territoires palestiniens occupés, a publié un document où elle indique :

- Importation interdite de la plupart des matériaux de construction, matières premières et pièces de rechange
- Liste restreinte de produits médicaux disponibles
- L'électricité réduite et par intermittence
- Détérioration de la distribution d'eau et des services sanitaires
- Un marché local saturé par des produits qui étaient auparavant exportés
- Une zone tampon entre la bande de Gaza et Israël étendue à 300 mètres
- Une zone de pêche limitée à 3 miles (4.82 kms)
- 5 000 fermiers et 10 000 travailleurs agricoles touchés par l'interdiction d'exporter
- 120 000 emplois perdus
- Une interdiction continue de quitter la bande de Gaza, de se rendre en Cisjordanie

Le 30 novembre 2010, 23 organisations comprenant notamment Amnesty International, CCFD-Terre Solidaire, Diakonia, Pax Christi, Oxfam etc. ont publié un rapport faisant le point sur le prétendu « assouplissement » du blocus de Gaza annoncé par les autorités israéliennes.

- Au rythme actuel d'entrée de camions de matériaux de construction il faudrait plusieurs décennies pour reconstruire les logements nécessaires
- L'UNRWA (agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens) ayant été dans l'incapacité de reconstruire les écoles, 40.000 enfants n'ont pu être inscrits dans les écoles
- Les exportations sont interdites, les deux tiers des entreprises industrielles sont de ce fait fermées tandis que l'augmentation des importations de biens de consommation vient concurrencer les produits locaux
- Le nombre de refus d'entrées et sorties des personnels humanitaires des agences de l'ONU a augmenté depuis les prétendues mesures d'assouplissement
- La population de Gaza continue de se voir refuser toute possibilité de circuler pour voyager, étudier, travailler

Catherine Ashton, Haute représentante pour les Affaires étrangères de l'Union européenne, a récemment déclaré : « nous pensons que ce qui s'est passé avec Gaza n'est pas satisfaisant, qu'Israël n'a pas respecté ses engagements sur l'assouplissement du blocus de la bande de Gaza ».

¹ Comme l'ont dénoncé 56 lauréats du Prix Nobel et 202 eurodéputés signataires de l'appel « Ouvrez les portes »

D'après Kate Allen, directrice de la section britannique d'Amnesty International : « le soi-disant "assouplissement" du blocus de Gaza ne change pas le fait que ce blocus cruel et illégal qui punit la population civile entière reste en vigueur. Le seul réel allègement a été celui de la pression sur les autorités israéliennes pour mettre fin à cette pratique cruelle et illégale ».

Violation du droit international humanitaire

Le blocus de la bande de Gaza est imposée par le gouvernement israélien au vu et au su du monde entier. Il est une punition collective imposée à l'ensemble de la population civile. Israël a transformé la bande de Gaza en une prison de plus de 1,5 millions de personnes.

Si l'ONU, les Etats-Unis, ainsi que l'Union Européenne², et notamment le gouvernement français, ont appelé à plusieurs reprises Israël à la levée du blocus, ces déclarations n'ont pas été suivies d'actes concrets de la part de la communauté internationale !

Des bateaux pour Gaza : une mobilisation citoyenne

Après l'agression israélienne de la première flottille de la liberté où 9 personnes ont été tuées dans un acte de piraterie commis par l'armée israélienne dans des eaux territoriales internationales, le soutien international est plus que jamais à l'ordre du jour.

Face à cette situation, associations, syndicats partis politiques aux côtés d'organisations et citoyens du monde entier, veulent agir.

Ils veulent témoigner de leur solidarité avec la population de la bande de Gaza isolée du monde, en leur envoyant un message clair : **Vous n'êtes pas seuls !**

Au printemps des navires affrétés par un large mouvement international (Suède, Grande-Bretagne, Irlande, France, Espagne, Italie, Grèce, Allemagne, Suisse, Turquie, Algérie, Liban, Canada, Etats-Unis ...) partiront de villes côtières européennes et internationales pour briser le siège de Gaza !

En France, 60 organisations, ont lancé une grande campagne populaire contre le blocus de Gaza et pour affréter un navire qui se joindrait à la seconde Flottille de la Liberté.

Par cette action, les organisations et citoyens veulent aussi interpeller leurs représentants en leur demandant d'agir et de prendre des mesures pour la levée immédiate et sans conditions du siège illégal de la bande de Gaza.

Ils demandent aussi un appui fort de la part du gouvernement français pour permettre aux bateaux d'accoster à Gaza.

² Par exemple, le Conseil des ministres de l'UE déclarait en décembre 2009 que "le maintien du bouclage est inacceptable et contre-productif du point de vue politique" et appelait à une « ouverture immédiate, durable et sans condition de points de passage [vers] Gaza »